

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 329/04

AFR 54/161/2004 – ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ CRAINTES DE « DISPARITIONS » / ENLÈVEMENTS

SOUDAN

- Adam Omar Idriss (h), 42 ans
- Adam Ali Atim (h), 85 ans
- Abdel Aziz Mohamed Abdallah (h), 22 ans
- Abdallah Tairab Saif Al Din (h), 21 ans
- Abdallah Yusif Tairab (h), 23 ans
- Adam Suliman Abaker (h), 50 ans
- Ibrahim Abaker Osman (h), 41 ans
- Idriss Adam Abdallah (h), 55 ans
- Mohamed Fadul Abdallah (h), 85 ans
- Yahya Atim Adam (h), 62 ans
- Hamid Abdel Rahman Mohamed (h), 52 ans
- Ibrahim Mohamed Hussein (h), 65 ans
- Adam Hussein Abdallah (h), 70 ans
- Adam Ahmed Mohamed (h), 38 ans
- Ishag Ahmed Mohamed Nur (h), 50 ans
- Abdallah Adam Hamad (h), 48 ans
- Abdallah Adam Abdallah (h), 52 ans
- Mohamed Ahmed Abdallah (h), 38 ans
- Ibrahim Suleiman Adam (h), 27 ans

Londres, le 6 décembre 2004

Les 19 hommes nommés ci-dessus ont été enlevés le 28 novembre, dans l'ouest du Soudan, par des membres des forces armées et des *Janjawid*, des milices soutenues par le gouvernement. On ignore où ils se trouvent actuellement et Amnesty International craint qu'ils ne soient torturés, voire tués, ou qu'ils ne « disparaissent ».

Ces hommes sont des agriculteurs appartenant aux ethnies Four et Dajo. Ils ont été enlevés chez eux, dans la rue ou sur le marché à Adwa, une petite ville située à quelque 40 kilomètres au nord de Nyala, la capitale du Darfour méridional. Il y a lieu de penser que la zone dans laquelle se trouve Adwa est contrôlée par l'Armée de libération du Soudan (ALS), un groupe d'opposition armé. Les forces armées et les *Janjawid* ont enlevé ces hommes dans le but d'intimider les sympathisants potentiels de l'ALS, ou parce qu'ils les soupçonnaient de soutenir ce groupe armé. Ils les ont emmenés dans des 4x4.

Deux jours plus tard, l'armée soudanaise et les *Janjawid* ont lancé une offensive sur Adwa, où s'étaient réfugiées des dizaines de milliers de personnes à la suite de précédentes attaques des *Janjawid*. La ville a été bombardée par un avion de type Antonov et deux hélicoptères de combat. Selon certaines estimations, le raid aurait fait entre 90 et 140 morts : des observateurs ont déclaré le 6 décembre que 20 corps avaient été retrouvés jusqu'ici. Quelque 40 000 personnes se seraient réfugiées dans des localités voisines. Le lendemain, des observateurs de l'Union africaine venus enquêter sur cette offensive auraient essuyé le feu des *Janjawid*.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Depuis février 2003, l'Armée de libération du Soudan (ALS) et le Mouvement justice et égalité (MJE) ont pris les armes contre le gouvernement soudanais dans l'ouest du Soudan. Selon les membres de ces groupes armés, les pouvoirs publics maintiennent la région dans un état de marginalisation et de sous-développement et ne font rien pour protéger sa population. Depuis lors, le Darfour est ravagé par un conflit interne. Le gouvernement soudanais a donné carte blanche aux *Janjawid*, des milices composées de nomades, pour tuer et enlever des civils qui appartiennent, pour la plupart, à des ethnies de cultivateurs, et pour détruire leurs biens. Un million et demi de personnes ont été contraintes à fuir les zones rurales pour se réfugier dans des camps situés dans des villes et villages du Darfour ou à proximité de ceux-ci. Ces deux derniers mois, les attaques contre les civils et leurs biens se sont multipliées, en dépit du cessez-le-feu signé en mars 2004 entre le gouvernement soudanais, d'une part, et le MJE et l'ALS, de l'autre, et malgré d'autres accords conclus en novembre afin de permettre aux organisations humanitaires d'accéder aux zones touchées par le conflit.

Il arrive souvent que des civils soient arrêtés ou enlevés au moment de ces attaques. Il s'agit notamment d'hommes que les forces armées soupçonnent de soutenir le MJE ou l'ALS. On est toujours sans nouvelles d'un grand nombre de personnes enlevées au cours des vingt et un mois de conflit. Par ailleurs, il est fréquent que les personnes appréhendées par les forces armées soient torturées. Certaines ont été tuées par des membres de l'armée ou des *Janjawid* pour la seule raison qu'elles appartenaient à une ethnie de cultivateurs.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en arabe, en anglais ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous préoccupé par l'enlèvement des 19 hommes nommés ci-dessus et dites-vous inquiet pour leur sécurité ;
- demandez instamment que les forces armées révèlent sans délai le lieu de détention de ces hommes et qu'elles apportent la garantie qu'ils ne seront pas torturés ni tués ;
- exhortez les autorités à permettre à ces hommes de rencontrer des observateurs internationaux, notamment des représentants de la force de l'Union africaine déployée au Darfour et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), ainsi que des représentants des Nations unies chargés de surveiller la situation des droits humains dans cette région ;
- demandez qu'ils soient libérés immédiatement, à moins qu'ils ne soient transférés dans un centre de détention officiel, inculpés d'une infraction dûment reconnue par la loi puis jugés conformément aux normes internationales d'équité des procès, sans encourir la peine de mort ;
- engagez les autorités soudanaises à respecter le droit international humanitaire, qui interdit les attaques dirigées contre des civils lors d'un conflit armé.

APPELS À :

Premier vice-président :

Mr Ali Osman Mohamed Taha
First Vice-president
People's Palace
PO Box 281
Khartoum, Soudan

Fax : +249 183 771025

Formule d'appel : *Your Excellency*, / Monsieur le Vice-Président,

Ministre des Affaires étrangères :

Mr Mustafa Osman Ismail
Minister of Foreign Affairs
Ministry of Foreign Affairs
PO Box 873
Khartoum, Soudan

Fax : +249 183 779383

Formule d'appel : *Dear Minister*, / Monsieur le Ministre,

Conseiller du président en matière de sécurité :

Major-General (Dr) Al Tayeb Ibrahim Khair
President's Advisor on Security
Office of the President
People's Palace, PO Box 281
Khartoum, Soudan

Fax : +249 183 771651 / 783223

Formule d'appel : *Dear Sir* / Monsieur,

Gouverneur du Darfour méridional :

Al-Hajj Atta al-Manan
Governor of South Darfur State
Presidential Palace, PO Box 281
Khartoum
Soudan

Fax : +249183 779977

Formule d'appel : *Dear Governor*, / Monsieur le Gouverneur,

COPIES aux représentants diplomatiques du Soudan dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 17 JANVIER 2005, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*